

Lockington, Elliott (SPAC/PSPC)

De : McKenna, Isabella (PS/SP)
Envoyé : 30 avril 2020, 20h48
À : Kim, Sabrina; Crosby, Jordan (PS/SP)
Cc : Milech, Michael; Zimmerman, Shannon; Khalil, Samantha; Harris, Emily (SPAC/PSPC); Laycock, Tristan (SPAC/PSPC); Davis, Kathleen; Adam.Austen@international.gc.ca; MacKnight, Aisling (HC/SC)
Objet : Article de Global News sur les EPI
J'ajoute Santé, qui, je crois, a des réponses sur l'approvisionnement en EPI.

- Notre priorité numéro un est de protéger la santé et la sécurité des Canadiens.
- Les organismes du Canada voués à la protection de la sécurité nationale travaillent sans relâche pour circonscrire les menaces, et notamment les ingérences étrangères et les activités d'espionnage.
- Il ne convient pas de faire de commentaires sur des cas précis.
- Notre objectif est et restera la protection des Canadiens.

--- Message d'origine

De : Kim, Sabrina <Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca>
Envoyé : Jeudi 30 avril 2020, 20h08
À : Crosby, Jordan (PS/SP) <jordan.crosby@canada.ca>
Cc : McKenna, Isabella (PS/SP) <isabella.mckenna@canada.ca>; Milech, Michael <Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca>; Zimmerman, Shannon <Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca>; Khalil, Samantha <Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca>; Harris, Emily (SPAC/PSPC) <emily.harris@canada.ca>; Laycock, Tristan (SPAC/PSPC) <tristan.laycock@canada.ca>; Davis, Kathleen <Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca>; Adam.Austen@international.gc.ca
Objet : Article de Global News sur les EPI

Je viens de me rendre compte que l'information que vous avez envoyée tout à l'heure est précisément la déclaration envoyée par votre ministère. Désolée pour la confusion, c'était très technique.

Auriez-vous des réponses un peu moins techniques/bureaucratiques que le PM pourrait utiliser si on lui repose des questions à ce sujet demain?

Selon un tweet de Mercedes, la réponse du PM aujourd'hui n'était pas claire, et il serait utile d'avoir une réponse de nature générale toute prête. Je pense que la question pourrait être : Allez-vous ouvrir une enquête? À quoi nous pourrions répondre quelque chose comme : « Pour l'instant, nous nous préoccupons surtout de protéger la population, mais, à terme, lorsque nous serons en mesure de réfléchir à ce qui aurait pu être fait autrement, etc... ».

Merci!

Sabrina Kim

Conseillère en enjeux
Cabinet du premier ministre
613-795-7803

Le 30 avril 2020, à 11h50, Kim, Sabrina <Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca> <mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca> a écrit :

D'accord, merci. Pourriez-vous communiquer la réponse envoyée par votre ministère à Global?

De : Crosby, Jordan (PS/SP) <jordan.crosby@canada.ca<<mailto:jordan.crosby@canada.ca>>>

Envoyé : Jeudi 30 avril 2020, 11h49

À : Kim, Sabrina <Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca>>>

Cc : McKenna, Isabella (PS/SP) <isabella.mckenna@canada.ca<<mailto:isabella.mckenna@canada.ca>>>;

Milech, Michael <Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca>>>;

Zimmerman, Shannon <Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca<<mailto:Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca>>>;

Khalil, Samantha <Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca>>>;

Harris, Emily (SPAC/PSPC) <emily.harris@canada.ca<<mailto:emily.harris@canada.ca>>>;

Laycock, Tristan (SPAC/PSPC) <tristan.laycock@canada.ca<<mailto:tristan.laycock@canada.ca>>>;

Davis, Kathleen <Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca>>>;

Adam.Austen@international.gc.ca<<mailto:Adam.Austen@international.gc.ca>>

Objet : Article de Global News sur les EPI

Du SCRS

1. Les recommandations du SCRS en matière de sécurité sont classifiées, et leur contenu ne peut pas être rendu public. Il est important de rappeler que, en vertu du programme de filtrage de sécurité, le SCRS ne fait qu'adresser des recommandations à des partenaires comme IRCC et l'ASFC en vertu de l'article 34 de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (LIPR). C'est à IRCC ou à l'ASFC qu'il incombe de déterminer l'admissibilité des demandeurs. Je vous invite à communiquer avec ces organismes pour toute autre question.
2. Bien entendu, nous ne pouvons pas formuler de commentaires sur le contenu de nos enquêtes ou de nos méthodes, non plus que confirmer ou infirmer quoi que ce soit.
3. En vertu de la Loi, le SCRS est explicitement chargé de faire enquête sur les activités d'espionnage, de sabotage, de terrorisme et de subversion et sur l'ingérence étrangère, et nous continuerons de nous appuyer sur nos pouvoirs juridiques pour veiller à ce que le gouvernement du Canada obtienne des données de renseignement sur ces enjeux cruciaux.

De : Kim, Sabrina <Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca>>>

Envoyé : Jeudi 30 avril 2020, 11h43

À : Crosby, Jordan (PS/SP) <jordan.crosby@canada.ca<<mailto:jordan.crosby@canada.ca>>> Cc: McKenna, Isabella (PS/SP) <isabella.mckenna@canada.ca<<mailto:isabella.mckenna@canada.ca>>>; Milech, Michael <Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca>>>; Zimmerman, Shannon <Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca<<mailto:Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca>>>; Khalil, Samantha <Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca>>>; Harris, Emily (SPAC/PSPC) <emily.harris@canada.ca<<mailto:emily.harris@canada.ca>>>; Laycock, Tristan (SPAC/PSPC) <tristan.laycock@canada.ca<<mailto:tristan.laycock@canada.ca>>>; Davis, Kathleen <Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca>>>;

Adam.Austen@international.gc.ca<<mailto:Adam.Austen@international.gc.ca>>

Objet : Article de Global News sur les EPI

J'ajoute. Pourriez-vous communiquer les réponses que votre ministère a envoyées à Global, svp? Je vois quelques citations.

Nous avons besoin d'un peu plus d'information à ces sujets. Veuillez m'appeler au besoin :

- O'Toole a dit qu'il savait « parfaitement que les hauts fonctionnaires canadiens ont été avertis en janvier que la Chine accumulait des EPI. Mais, au lieu de réagir à la menace, le gouvernement du Canada a expédié 16 tonnes d'EPI à la Chine ».
- Entre-temps, le 26 janvier, le Consulat général de Chine à Montréal a formé une équipe d'urgence épidémie pour acquérir des EPI pour la Chine et il a communiqué avec plus de 10 fonctionnaires du gouvernement du Canada à trois niveaux différents.
- O'Toole estime que les méthodes employées par Beijing pour acquérir des EPI et la réponse du Canada doivent faire l'objet d'une enquête dans le cadre d'une commission nationale lorsque les risques associés au coronavirus se seront estompés.
- Des groupes appartenant au Front Uni, dont des membres de la Fédération de Guangdong, distribuent actuellement des EPI à d'autres pays et aux Chinois d'outre-mer.

Merci!
Sabrina

De : Crosby, Jordan (PS/SP) <jordan.crosby@canada.ca<<mailto:jordan.crosby@canada.ca>>>
Envoyé : Jeudi 30 avril 2020, 10h56
À : Kim, Sabrina <Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca>>>
Cc : McKenna, Isabella (PS/SP) <isabella.mckenna@canada.ca<<mailto:isabella.mckenna@canada.ca>>>
Objet : Je suppose que vous avez vu ceci
Oui. Je l'ajoute.

De : Kim, Sabrina <Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca>>>
Envoyé : Jeudi 30 avril 2020, 10h45
À : Crosby, Jordan (PS/SP)
<jordan.crosby@canada.ca<<mailto:jordan.crosby@canada.ca>>>
Objet : Je suppose que vous avez vu ceci.

Des groupes du Front Uni au Canada ont aidé Beijing à stocker des fournitures de sécurité pour le coronavirus.
Sam Cooper

30 avril 2020

À la mi-janvier, les consulats chinois au Canada et dans le monde ont lancé un appel urgent. La Chine craint que le nouveau coronavirus qui fait rage à Wuhan soit si meurtrier et contagieux que ses infirmières et ses médecins soient à court de fournitures de sécurité.

Elle avait besoin d'équipements de protection individuelle (EPI).

En seulement six semaines, la Chine a importé 2,5 milliards de pièces d'équipement de sécurité contre les épidémies, dont plus de deux milliards de masques de sécurité, selon les données du gouvernement chinois.

Et cela soulève de grandes inquiétudes sur un certain nombre de fronts, affirment les critiques, notamment le député conservateur Erin O'Toole.

La Chine dissimulait manifestement l'étendue d'une pandémie qui mettait en danger le monde, tandis qu'elle acquérait secrètement des EPI à bas prix. Cette opération « clandestine » a laissé « le monde à nu, sans ressources en EPI », a déclaré à Global News Jorge Guajardo, ancien ambassadeur du Mexique à Pékin.

Résultat : à partir de mars, après la propagation de la COVID-19 à l'échelle mondiale, les pays qui avaient fourni des masques à la Chine en janvier et février ont été contraints de se concurrencer pour obtenir des fournitures en Chine.

Fin janvier, des sources des milieux manufacturier et militaire avertissaient les gouvernements occidentaux que la Chine semblait secrètement s'emparer de l'approvisionnement mondial en EPI, ont déclaré O'Toole et Guajardo.

Mais, selon O'Toole, les dirigeants du Canada n'ont rien fait.

« Une source m'a dit en janvier que l'armée et les services d'urgence savaient très bien désormais que la Chine stockait des masques et que, pour tout dire, elle en achetait autant de quantités qu'elle le pouvait », a-t-il déclaré dans une interview à Global News. « Et nous savons (...) que, à la fin de janvier et au début de février, les hauts fonctionnaires de Travaux publics Canada sont également informés de la course aux EPI. »

Une enquête de Global News porte sur les méthodes troublantes et les acteurs clandestins utilisés par Beijing pour accaparer discrètement l'approvisionnement mondial en EPI dans une opération à l'échelle de l'État.

La Chine a utilisé les voies diplomatiques, les entreprises publiques et les associations communautaires de la diaspora chinoise dont on estime qu'elles sont de plus en plus inféodées au puissant Département du travail du Front Uni du président chinois Xi Jinping.

Et c'est par l'intermédiaire de réseaux clandestins du Front Uni dirigés à partir des consulats chinois dans différentes villes, de Vancouver à Toronto et de New York à Melbourne en passant par Tokyo, que le Parti communiste a exhorté des millions de « Chinois d'outre-mer » à acheter des quantités de masques N95 pour expédier « des réserves de fournitures manquantes pour la patrie ».

Aussi troublantes que soient les méthodes de la Chine, l'opération semble encore pire si l'on y regarde de près, puisque certaines organisations apparemment liées aux activités du Front Uni au Canada ont déjà fait l'objet d'une surveillance ou d'une enquête de la GRC et du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), selon des sources de ces services.

L'opération d'importation d'EPI par la Chine a été décrite par ses médias d'État comme un effort de guerre. Et cela a été un succès spectaculaire.

Selon un rapport du Congrès américain publié en avril, du 24 janvier au 29 février, la Chine a accéléré sa production de masques et a imposé des restrictions à l'exportation aux sociétés étrangères basées en Chine, par exemple au fabricant canadien Medicom et au fabricant américain 3M.

Au même moment, la Chine importait 2,02 milliards de masques de sécurité, selon les données douanières de Beijing pour mars 2020.

« Pour garantir des approvisionnements nationaux suffisants pour lutter contre la COVID-19, les bureaux régionaux en Chine et à l'étranger (directive de Beijing) doivent travailler avec les associations industrielles de la RPC pour prioriser l'acquisition de fournitures auprès de sources mondiales », indique le rapport.

L'appel mondial de masques a été publié sur les sites Web du Département du travail du Front Uni et envoyé aux consulats chinois où sont intégrés des représentants du Front Uni.

Les demandes ont été adressées autour du 14 et du 15 janvier lorsque des fonctionnaires chinois ont reçu de Xi des instructions confidentielles et que toutes les régions ont été invitées à « se préparer à une pandémie et à prendre les mesures nécessaires », selon des documents fuités cités dans une enquête de l'Associated Press. Les personnels hospitaliers ont reçu l'ordre de porter des tenues de protection.

Guajardo, ancien ambassadeur du Mexique à Beijing, a déclaré à Global News que, le 23 janvier, lorsque la Chine a isolé Wuhan, il avait reconnu que Beijing avait joué un rôle dans l'importation massive d'EPI.

Guajardo, qui travaille aujourd'hui pour un cabinet d'experts-conseils de Washington (D.C.), a déclaré que, à la mi-janvier, il avait été contacté par une entreprise de logistique de la chaîne d'approvisionnement mexicaine.

« On m'a dit : vous savez quoi, je suis submergé par des ordres d'envoyer en Chine tous les N95 que je peux trouver. »

Il aurait fait quelques vérifications aux États-Unis et constaté que les stocks d'EPI disparaissaient subrepticement des magasins de vente au détail.

« Je me suis dit : « Oh mon Dieu, ils achètent tout l'approvisionnement en N95 dans le monde », a déclaré Guajardo à Global News.

Il était tellement convaincu qu'il a envoyé un tweet de mauvais augure le 27 janvier, prévoyant une pénurie imminente d'EPI en Amérique du Nord.

Il ne fait aucun doute qu'une pénurie quelconque en Chine se répercute rapidement de notre côté. Pas de masques chirurgicaux dans la région de Washington (D.C.). Je suppose que des gens les achètent en vrac pour les envoyer/vendre en Chine.

En mars, les masques vendus à la Chine en janvier et février étaient revendus au Mexique à 20 à 30 fois le prix, selon Guajardo.

Le Washington Post et CNN ont signalé en avril que les prix des EPI sont parfois supérieurs de plus de 1 000 % aux prix en vigueur au début janvier.

« Cette pandémie est devenue compliquée à cause de la dissimulation de la Chine au début », a déclaré Guajardo. « Et maintenant, la situation est encore plus compliquée parce que la Chine laisse le monde à nu, sans ressources en EPI. »

« Ils ont déclenché la pandémie, et maintenant ils en profitent. »

Selon son expérience de la Chine, Guajardo estime que les masques revendus aujourd'hui ne le seront pas seulement à des prix exorbitants et avec d'éventuels défauts de qualité, mais qu'ils seront assortis d'exigences politiques à plus long terme.

Le rapport du Congrès américain publié en avril arrive à la même conclusion : « Le gouvernement chinois peut débloquer sélectivement certaines fournitures médicales pour livraison à l'étranger, à destination de certains pays en fonction de calculs politiques. »

Selon le rapport du Congrès américain, la Chine a accéléré sa production d'EPI tout en interdisant les exportations et en augmentant les importations.

Dans une interview, le député conservateur O'Toole a déclaré que, au Canada, il avait reçu les mêmes avertissements à cet égard de ses sources en janvier que Guajardo en avait reçu de sources au Mexique et aux États-Unis.

O'Toole a dit qu'il savait parfaitement que les hauts fonctionnaires canadiens ont été avertis en janvier que la Chine accumulait des EPI. Mais, au lieu de réagir à la menace, le gouvernement du Canada a expédié 16 tonnes d'EPI à la Chine.

O'Toole estime que les méthodes employées par Beijing pour acquérir des EPI et la réponse du Canada doivent faire l'objet d'une enquête dans le cadre d'une commission nationale lorsque les risques associés au coronavirus se seront estompés.

« Le Parti communiste chinois a volontairement dissimulé des informations sur une épidémie pendant au moins quelques semaines, voire des mois », a déclaré O'Toole. « Non seulement il a laissé au monde moins de temps pour réagir, mais il a minimisé la gravité potentielle de la menace. Les pays n'ont pas pris de décisions concernant les interdictions de vol et la protection des magasins d'EPI. »

Interrogé par Global News au sujet de l'affirmation d'O'Toole, un porte-parole de Santé publique Canada a déclaré que, en janvier, des fonctionnaires ont commencé à surveiller le coronavirus en Chine et « ont pris des mesures, de concert avec Services publics et Approvisionnement Canada, pour se procurer les fournitures nécessaires en cas d'épidémie au Canada. »

Les courriels internes de Santé publique Canada indiquent que, le 31 janvier, la ministre Patty Hajdu a approuvé un don d'EPI à la Chine à même le stock d'urgence du Canada, notamment de « produits arrivant à expiration en février et mars ». Le ministère croyait que ce don ne compromettrait pas les réserves d'EPI du Canada, indiquent les courriels.

La semaine dernière, le premier ministre Justin Trudeau a reconnu que deux avions du Canada envoyés pour prendre livraison d'EPI en Chine sont revenus vides.

Trudeau a invoqué l'engorgement des aéroports chinois et les restrictions qui ne permettent aux avions d'attendre le fret que pendant de courtes périodes. Mais la Chine a qualifié la déclaration de Trudeau d'« inexacte ».

Les consulats chinois et les associations communautaires chinoises cités dans cet article n'ont pas encore répondu aux questions de Global News.

« Tout Chinois d'outre-mer est un guerrier. »

Un examen des rapports officiels des médias d'État tels que Xinhua ainsi que des pages Web du Département du travail du Front Uni en Chine et des rapports des groupes communautaires sino-canadiens connexes permet de constater qu'il y a eu des expéditions massives d'EPI à hauteur d'au moins 100 tonnes du Canada vers la Chine en janvier et février.

Les activités ont été organisées par le biais de consulats à Vancouver, Toronto et Montréal. À Vancouver et à Toronto, des associations commerciales officiellement liées au Département du travail du Front Uni semblent avoir pris la tête de la campagne mondiale pour les masques N95, obtenant et expédiant également en Chine des EPI provenant d'autres pays.

Un rapport publié le 2 février à Xinhua étaye un des aspects de l'opération mondiale impliquant des millions de migrants de la région méridionale du Fujian. Le rapport – sous-titré « Tous les Chinois d'outre-mer sont des guerriers » – regorge de descriptions militaristes aux accents de propagande.

« La menace d'épidémie s'est brusquement concrétisée. Mais la force grandiose est celle du personnel médical de première ligne, des membres et des cadres du parti, du peuple, des Chinois du Fujian et des Chinois d'outre-mer », indique le rapport de Xinhua. « Les Chinois originaires du Fujian établis dans des dizaines de pays sur les cinq continents se sont joints à cette bataille contre l'invisible (...) ils ont voyagé jour et nuit, dans une course contre la montre, pour renvoyer à la mère-patrie des lots de fournitures manquantes. »

Le rapport s'intéresse à la Chambre de commerce Fuqing de Toronto. C'est l'un des groupes qui ont participé à un rassemblement du Front Uni contre le mouvement prodémocratie de Hong Kong, qui s'est déroulé à Markham (Ontario) au cours de l'été 2019.

Selon le rapport de Xinhua, le président de la Chambre de commerce Fuqing s'est rendu en Chine en janvier, avant la Fête du printemps.

Mais après « avoir constaté que les fournitures se faisaient rares, il est monté à bord d'un avion à destination de Toronto pour faciliter l'achat de masques », indique le rapport.

Le rapport ne dit rien des risques de contagion à la COVID-19 liés au voyage du président de la Chambre de commerce Fuqing entre la Chine et Toronto au moment de la Fête du printemps, c'est-à-dire au moment où le gouvernement chinois aurait diffusé des avertissements internes indiquant que le risque de propagation pandémique était élevé. Cependant, rien n'indique que le président ait été au courant des risques de pandémie liés aux voyages à l'époque, car le Canada et l'Organisation mondiale de la santé ne déconseillaient pas les voyages entre la Chine au Canada.

Selon le rapport Xinhua – dont Global News n'a pas pu faire une vérification indépendante du contenu – le président de la Chambre de commerce a atterri à Toronto par une température de -25°C et il est aussitôt monté dans un véhicule pour se rendre au siège de la Chambre de commerce Fuqing et ordonner : « On achète des lots d'EPI. Il faut agir tout de suite! »

« Près d'une centaine de Chinois d'outre-mer se sont aussitôt rendus à la Chambre de commerce », indique le rapport de Xinhua.

Selon le rapport, 200 membres de la Chambre de commerce Fuqing ont voyagé à travers l'Ontario les jours suivants pour acheter des fournitures médicales, tandis que, en Chine, un fonctionnaire « travaillait avec le Département du travail du Front Uni de Fujian et avec les douanes du Fujian », de concert avec diverses compagnies aériennes chinoises, pour recevoir « les fournitures médicales en provenance du Canada ».

Selon Zinhua, des membres de la Chambre de commerce Fuqing de Toronto ont expédié des EPI en Chine via le Département du travail du Front Uni. Il n'a pas été possible de joindre le président de la Chambre de commerce Fuqing pour obtenir leurs réactions.

Les rapports faisant état d'importantes expéditions d'EPI en provenance de Toronto sont corroborés par les rapports du bureau de Toronto de Hainan Airlines (HNA).

Les rapports indiquent que, le 25 janvier, HNA « a répondu à l'appel de l'État » et a transféré en Chine des chargements d'EPI données par « des ministères gouvernementaux étrangers, des organismes caritatifs, des organisations sociales et des Chinois d'outre-mer ». À la mi-février, HNA aurait livré 56 tonnes d'EPI en Chine depuis Toronto.

Entre-temps, le 26 janvier, le Consulat général de Chine à Montréal a formé une équipe d'urgence épidémie pour acquérir des EPI pour la Chine et il « a communiqué avec plus de 10 fonctionnaires du gouvernement du Canada à trois niveaux différents ».

C'est par l'intermédiaire d'entreprises et de « groupes d'étudiants et de Chinois d'outre-mer » que le consulat chinois à Montréal a aidé des dizaines de groupes à expédier plus de 30 tonnes de masques et de vêtements de protection à diverses villes de Chine, selon des rapports de l'État chinois.

Selon les mêmes rapports, le 23 janvier, à Vancouver, Yongtao Chen, promoteur immobilier et président de la Canadian Alliance of Chinese Associations (CACA), a été informé par le consulat chinois du besoin désespéré d'EPI à Wuhan.

Selon Chen Yonglin, ancien diplomate chinois ayant fait défection en Australie, la CACA fait partie du Front Uni « et joue un rôle de contrôle » au Canada.

Selon la U.S.-China Economic and Security Review Commission de 2018, c'est un membre du bureau des affaires chinoises à l'étranger du Département du travail du Front Uni, organe employé par Beijing pour influencer la diaspora chinoise.

Selon un rapport du 31 janvier publié sur un site Web lié à la CACA, des dirigeants de l'Alliance ont collaboré avec le consulat chinois à Vancouver par l'intermédiaire d'un groupe WeChat d'intervention en cas d'épidémie pour recueillir des fonds et organiser l'achat d'EPI au Canada et ailleurs.

Le rapport indique également que, « par divers canaux, la réunion a permis de s'emparer de vêtements de protection, de désinfectants, de masques et d'autres équipements de protection, et des dispositions sont prises en accéléré pour expédier des fournitures à Wuhan ».

Enquêtes du SCRS et de la GRC

Selon des sources informées des dossiers de la GRC et du SCRS, au moins un des groupes dirigés depuis Vancouver qui semble lié à la CACA dans la campagne de Beijing pour l'acquisition d'EPI, à savoir la Fédération des Chinois d'outre-mer originaires du Guangdong, comprend des membres qui ont attiré l'attention d'enquêteurs canadiens chargés de la sécurité nationale et de l'application des lois. Il n'a pas été possible de joindre des dirigeants de la Fédération pour obtenir leurs réactions.

Un rapport de la All-China Federation of Returned Chinese Overseas daté du 23 mars décrit les activités de la Fédération du Guangdong, qui compte des membres dans 131 pays, pour acheminer des EPI. Le rapport cite le chef de la Fédération, Ruji Feng, président de la Canada Chao Shan Association à Vancouver : « Les communautés locales coopèrent activement avec les ambassades et les consulats pour inviter tous les groupes chinois d'outre-mer à préparer diverses fournitures médicales ».

Selon le rapport, le groupe de Feng a également aidé la CACA à expédier par avion 60 boîtes d'EPI en Chine au départ de Manille (Philippines).

Un homme qui a répondu au numéro inscrit de Canada Chao Shan à Vancouver a déclaré à Global News qu'il n'était pas lié à l'association et ne pouvait pas trouver d'administrateurs pour réagir ces révélations.

Global News a examiné des relevés de comptes bancaires offshore faisant partie des Panama Papers et des dossiers de tribunaux civils et pénaux de Colombie-Britannique : ces dossiers révèlent que certains

membres de Canada Chao Shan – qui sont principalement établis à Vancouver, mais aussi dans le sud de la Chine – sont liés à des activités financières clandestines présumées.

Selon les dossiers judiciaires de la C.-B., en 2003, l'un des membres de Vancouver, Xun Chuang, a été condamné à 18 mois d'emprisonnement avec sursis pour production de stupéfiants et à une interdiction de possession d'armes à feu de 10 ans. Selon certaines sources et dossiers de poursuites au civil de la Cour suprême de C.-B., Xun Chuang et son représentant au Canada sont liés à des suspects visés par l'enquête E-Pirate de la GRC, la plus grande enquête sur le blanchiment d'argent et les opérations bancaires clandestines dans les casinos au Canada.

Il n'a pas été possible de localiser Xun Chuang par l'intermédiaire du cabinet d'avocats ayant géré l'un de ses prêts immobiliers pour obtenir ses réactions. Il n'a pas fait l'objet de soupçons ou d'accusations dans le cadre de l'enquête E-Pirate.

Les suspects liés à Xun Chuang auraient été impliqués dans des opérations de prêt immobilier et de prêt usuraire de casino, liées au trafic de drogues et aux opérations bancaires clandestines à Richmond (Colombie-Britannique) et en Chine continentale.

Cependant, dans l'enquête E-Pirate, les accusations de blanchiment d'argent et d'évasion fiscale ont été suspendues avant que les suspects ne soient jugés, en raison d'erreurs liées à la divulgation des preuves par les procureurs fédéraux. Les allégations n'ont donc pas pu être confirmées.

Selon une source qui n'a pas pu être identifiée, le groupe Canada Chao Shan et certaines organisations associées au groupe sont connus des agents du SCRS.

Selon un rapport du Congrès américains, des réseaux obscurs semblables appartenant au Front Uni ont fait l'objet d'une enquête en Australie, où le gouvernement australien a interdit l'exportation d'EPI le 29 mars après l'expédition de plus de 82 tonnes d'EPI en Chine par plusieurs promoteurs immobiliers chinois.

Selon le Sydney Morning Herald, l'un des groupes en cause, établi dans le sud de la Chine, faisait l'objet d'allégations de crime organisé et de « forfaits casino » suspects.

Les groupes du Guangdong et du Chao Shan actifs en Australie sont également liés aux chefs de groupes canadiens, comme l'indiquent les documents sur les réunions du Département de travail du Front Uni. Un éminent dirigeant du Front Uni de la Fédération du Guangdong, du nom de Xiangmo Huang, promoteur immobilier milliardaire et grand amateur de casino, a été banni d'Australie en 2018 pour des raisons de sécurité nationale.

Selon Alex Joske, spécialiste du Front Uni et chercheur à l'Australian Strategic Policy Institute, la All-China Federation of Returned Chinese Overseas – dont font partie les fédérations du Guangdong au Canada et en Australie – est un atout de plus en plus important dans la stratégie de contrôle de la diaspora du Front Uni déployée par le président chinois Xi.

Joske a déclaré à Global News que le Parti communiste chinois utilise le crime organisé et les groupes du Front Uni à des fins stratégiques à l'étranger.

« En Australie, nous avons observé des recoupements entre les opérations d'influence politique, les agences de renseignement et le crime organisé », a déclaré Joske. « Par exemple, un opérateur de forfait casino et criminel présumé dirige des groupes rendant compte au Département du travail du Front Uni et recueille des renseignements sur des personnalités politiques. »

Selon Jonathan Manthorpe, auteur canadien et spécialiste du Front Uni, Ottawa aurait bloqué les visas de 200 fonctionnaires de la Fédération du Guangdong désireux de visiter Vancouver en 2018 pour des raisons de sécurité nationale. Cependant, le SCRS n'a pas confirmé à Global News s'il a recommandé à Ottawa de bloquer les visas.

Dans une interview, Manthorpe a déclaré à Global News que Xi avait considérablement augmenté les ressources du Front Uni, qu'il considère comme une « arme magique ».

« Le Département du travail du Front Uni est, pour le dire très simplement, une opération de guerre politique », estime Manthorpe. « Il est présent dans toutes les ambassades et consulats de Chine au Canada. »

Les agents du Front Uni installés dans les consulats de Chine du monde entier créent et prennent en charge « des groupes apparemment inoffensifs, dont la plupart sont intégrés dans les communautés ethniques chinoises, non seulement au Canada, mais dans tous les pays où vivent aujourd'hui les quelque 50 millions de membres de la diaspora chinoise », explique Manthorpe.

Selon Manthorpe, la mobilisation massive des immigrants chinois par le Front Uni pour la collecte des EPI révèle la troublante « aptitude du Parti communiste chinois à imposer une discipline et à exiger la loyauté patriotique ».

« À mes yeux, il est tout à fait inadmissible que des Canadiens se laissent intimider par des agents étrangers dans leur propre pays et cèdent à leurs pressions », a déclaré Manthorpe. « Ce sont des atteintes à notre souveraineté et des atteintes à notre intérêt national. Et ce sont des agressions contre nos concitoyens. Nous ne devons pas permettre cela. »

Cependant, les autorités chinoises ont récusé les critiques selon lesquelles leur pays accaparait les réserves mondiales d'EPI, en affirmant que, la Chine ayant surmonté la menace pandémique interne, des groupes du Front Uni, dont des membres de la Fédération du Guangdong, distribuaient désormais des EPI à d'autres pays et aux « Chinois d'outre-mer ».

Selon un rapport du Département du travail du Front Uni daté du 23 mars, « il semblerait que, à l'heure actuelle, la Fédération du Guangdong coordonne activement un chargement de masques et d'autres équipements de prévention des épidémies qui seront donnés à des groupes chinois d'outre-mer dans les régions où sévissent des épidémies graves, en Italie, en Espagne, aux États-Unis, au Pérou et au Royaume-Uni, dans l'espoir de remédier à la pénurie actuelle d'équipement de protection parmi les Chinois d'outre-mer ».

Les acteurs du Front Uni sont sur le radar du SCRS depuis 1998, explique Manthorpe, mais les réseaux se développent rapidement au Canada sous le régime de Xi.

Le niveau de menace actuel est résumé dans un rapport du SCRS de 2018 : « La stratégie du Front Uni ([du PCC]...) intègre la collaboration des élites, la gestion de l'information, la persuasion ainsi que l'accès à des informations et à des ressources stratégiques. Elle a aussi souvent servi à faciliter des activités d'espionnage. »

La Chine ne reconnaît pas que son Front Uni sert à des fins d'espionnage, et les consulats chinois au Canada n'ont pas répondu aux questions liées à cet article.

John Townsend, chef des relations avec les médias au SCRS, n'a pas répondu directement à la question de savoir si l'organisme de sécurité nationale pourrait enquêter sur les exportations d'EPI impliquant des groupes du Front Uni au Canada, comme le Canada Chao Shan.

« En vertu de notre Loi, le SCRS est explicitement chargé de faire enquête sur les activités d'espionnage, de sabotage, de terrorisme et de subversion et sur l'ingérence étrangère, et nous continuerons de nous appuyer sur nos pouvoirs juridiques pour veiller à ce que le gouvernement du Canada obtienne des données de renseignement sur ces enjeux cruciaux, a-t-il déclaré.

Sabrina Kim

Issues Advisor / Conseillère en enjeux

Office of the Prime Minister/ Cabinet du premier ministre

613-795-7803